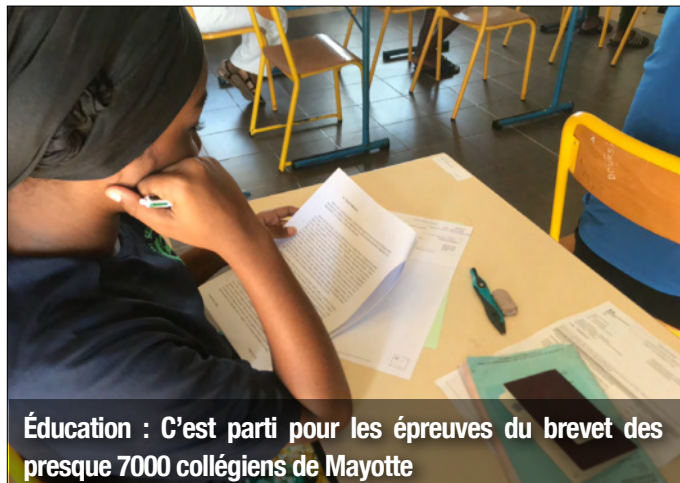




INSEE : pas d'indice des prix à la consommation en mai en raison de l'insécurité



Éducation : C'est parti pour les épreuves du brevet des presque 7000 collégiens de Mayotte

LE JOURNAL DE MAYOTTE

JDM N° 2677 - Édition du 27 Juin 2023



Technologies de pointe au service de la sécurité à Dzaoudzi

COMMANDEZ EN LIGNE



LIVRAISON À DOMICILE

OU



RETRAIT EN MAGASIN

ET PROFITEZ JUSQU'À

-20%



MAYCENTRALE.COM

Votre nouveau site internet de pièces détachées

VOITURE / SCOOT / PNEUS / TUNING

SOCIÉTÉ : Vidéosurveillance : « Vous pouvez essayer de retrouver un type avec une cravate rouge ? »

Grosse montée en puissance de la police municipale de Dzaoudzi-Labattoir que cette inauguration du Centre de Supervision Urbain (CSU) par les ministres Gérard Darmanin et Jean-François Carencio dimanche. Des technologies de pointe y sont déployées.

Le ministre de l'Intérieur n'a pas manqué de souligner la technologie dernier cri dédiée à la surveillance de la commune, « j'ai rarement vu une recherche aussi poussée ! » Face à lui, une douzaine d'écrans de contrôle répercutant les images des 23 caméras disposées sur la commune. Nous avons titré il y a quelques jours sur un [CSU comparable installé à Pamandzi](#), en attente de validation du préfet.

Si Gérard Darmanin et Jean-François Carencio ont pu couper le ruban inaugurant le Centre ce dimanche, c'est que les conditions préalables avaient été remplies, nous explique Saoudi Issoufi, chef de la Police Municipale de Labattoir et formé à cette technologie : « Pour être opérationnel, il faut une autorisation préfectorale et afficher dans la commune

des panneaux prévenant les habitants qu'ils sont filmés. Nous avons désormais les deux, ce qui nous permet d'ouvrir le CSU. »

La société Domot'île a installé les caméras et les écrans et formé les policiers, « nous avons maintenant trois opérateurs et quatre administrateurs, ce sont tous des responsables de la police municipale. » Des effectifs qui ne permettent pas une ouverture 24h/24, mais de couvrir sur la journée par tranche de 7 heures avec des pauses, « au cours du mois test à venir, nous allons cadrer les horaires de surveillance, sans les diffuser pour que les délinquants n'adaptent pas leur activité ». Et, performance, des enregistrements sur 24h peuvent être compressés en 30 minutes !

Traçabilité

A ses côtés, deux ministres attentifs à ses manipulations. « Si à la suite d'une agression, on recherche une voiture rouge, j'effectue une sélection, et l'ensemble des véhicules de cette couleur va s'afficher avec leurs horaires de passage dans la zone définie. Pareil, si on recherche un

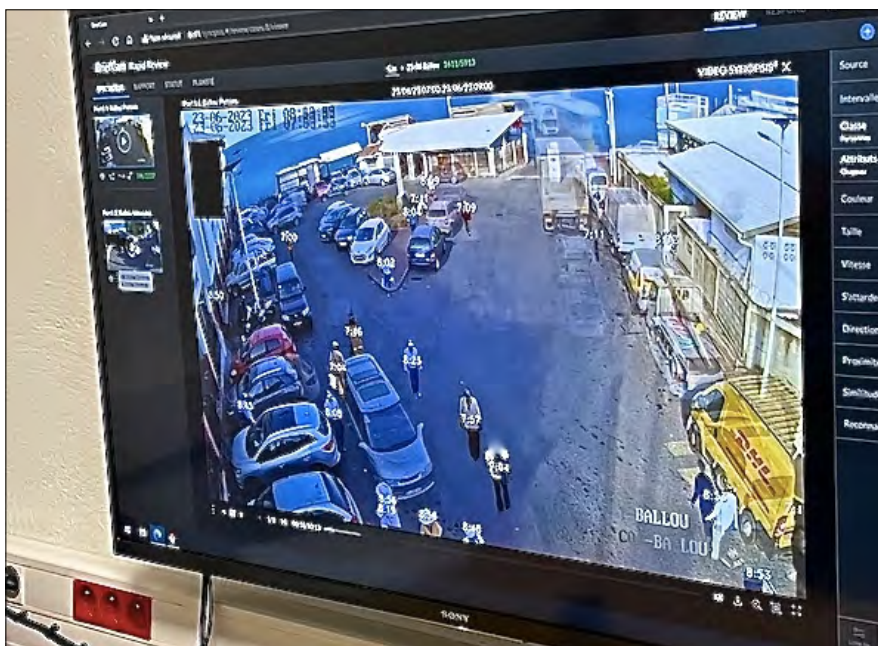
homme avec une casquette blanche qui aurait commis un vol sur un secteur donné, nous les affichons tous, avec mention de l'horaire », et joignant le geste à la parole, Saoudi Issoufi fait apparaître un écran avec une centaine de personnes correspondant à cette description. « Vous pouvez me chercher un type qui a une cravate rouge ? », interroge moqueur le ministre de l'Intérieur... glissant un regard vers son ministre délégué, Jean-François Carencio, à la cravate idoine. Qui glissait qu'en cas d'envie de braquage, « ce n'est pas dans cette commune qu'il faut le faire ! »

L'exploitation des données est très encadrée, « les forces de l'ordre ne peuvent y avoir accès que sur réquisition », nous précise encore Saoudi Issoufi. Les images ne peuvent être conservées au delà de 30 jours.

Le CSU, un outil qui va devenir indispensable, souligne le chef de la police municipale, « cette surveillance est efficace pour la prévention et la sécurité des administrés car on peut reconnaître facilement le visage des personnes. Je ferai un bilan des actions menées dans la commune en juillet 2024, je suis certain que la délinquance aura baissé ». Un dispositif qui anticipe de potentielles casses, on a prévu des caméras de remplacement.

Le risque que les violences se déplacent vers Pamandzi sera plus élevé. Dotée de caméras, le CSU de la commune voisine n'est pas encore opérationnel car en attente de la validation de la commission d'agrément qui se réunit à date fixe. Pourra-t-elle la décrocher étant donné l'investissement à mener alors qu'elle doit suivre un plan de redressement soumis par la Chambre régionale des Comptes ? Rien n'est moins sûr.

« Ça tourne ! » depuis ce lundi, en revanche pour les habitants de Dzaoudzi Labattoir, après la coupure de ruban par les mains ministérielles.



Les passagers quai Ballou avec temps de passage affiché

Anne Perzo-Lafond

ÉCONOMIE : INSEE : pas d'indice des prix à la consommation en mai en raison de l'insécurité

Un trou dans courbe et dans la raquette, c'est ce qui figurera en mai 2023 à Mayotte. "Pas de publication d'indice des prix en mai", titre l'Institut National des Statistiques et des Etudes économiques.

Seuls un gros mouvement social, et plus récemment, les périodes de confinement, avaient eu raison de la constante publication de l'INSEE.

Cette fois, c'est "la situation locale" en mai qui est indexée par l'INSEE, qui a voulu "préserver l'intégrité de ses agents".

Le taux d'inflation ou de baisse des prix est suivi très attentivement par le monde économique, beaucoup adaptant leurs prix en fonction (en période de hausse essentiellement), et cela permet de positionner le territoire



Le prix de l'eau à surveiller de près en juin

par rapport au reste du pays. Cet indice est la synthèse de 3.000 relevés prix mensuels, relevés par les enquêteurs

de l'INSEE sur le terrain.

Nous avons contacté Bertrand Aumand, directeur territorial de l'INSEE: "Lors de leurs déplacements, des enquêteurs se sont fait agresser. Certains ont été menacés, notamment lors d'enquêtes auprès des ménages, mais aussi lors de simples déplacements, l'une s'est fait dérober tout son matériel." Le directeur a fait remonter à sa centrale parisienne, "la direction a décidé de suspendre la collecte au moi de mai".

Pour information, dans le reste du pays les prix ont baissé de 0,1% en mai, portant l'inflation sur un an à 5,1%.

Les relevés de prix ont repris ce mois de juin, indique l'INSEE, nous aurons donc un indice des prix, "sauf évènement particulier", il sera publié le 25 juillet. Tant mieux, car il faut depuis ce week-end surveiller l'évolution des prix de l'eau en bouteille, le ministre Gérald Darmanin ayant annoncé un [gel au 15 juillet](#), on espère qu'il n'y aura pas d'anticipation à la hausse de la part des distributeurs...

A.P-L.



VATEL
HOTEL & TOURISM
BUSINESS SCHOOL

BACHELOR (BAC +3)
MANAGER EN HÔTELLERIE INTERNATIONALE

PROCHAINE RENTRÉE
SEPTEMBRE 2023



VOUS AVEZ DES QUALITÉS
NOUS EN FERONS VOTRE AVENIR !

RANK 1
IN FRANCE



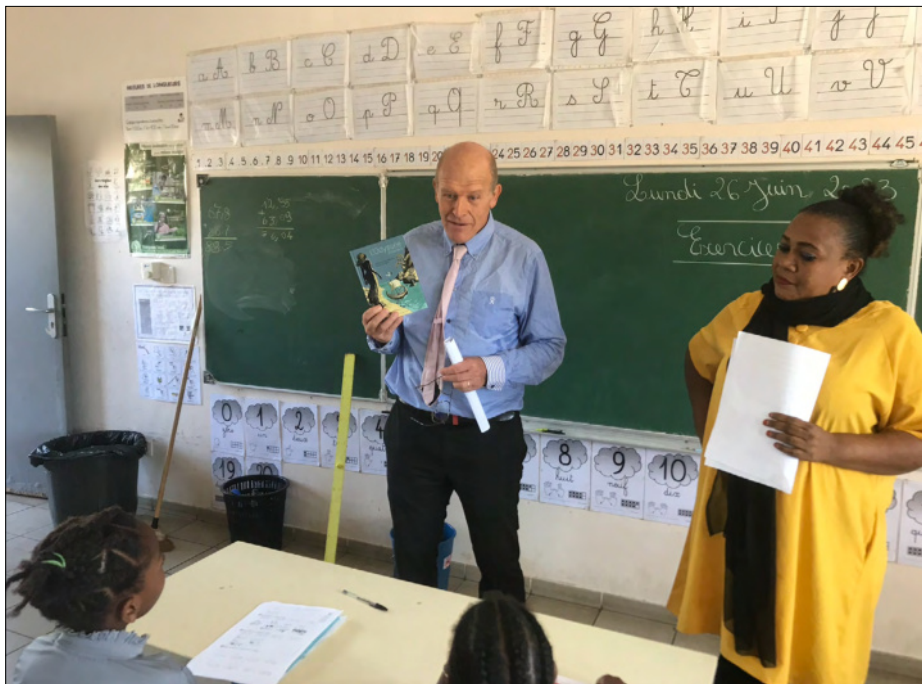
BY SUBJECT

INSCRIPTION EN COURS:
06 92 42 49 57 OU
ADMISSIONS@VATEL.YT

ÉDUCATION : Éducation : C'est parti pour les épreuves du brevet des presque 7000 collégiens de Mayotte

Après s'être rendu au lycée Bamana de Mamoudzou il y a une quinzaine de jours afin d'encourager les candidats au baccalauréat, le recteur de Mayotte, Jacques Mikulovic est venu rendre visite hier matin aux élèves de 3e du collège de Mgombani afin de soutenir, cette fois-ci, les candidats qui passaient leur brevet. Puis, le recteur est allé ensuite dans une école élémentaire pour faire la distribution « du livre de l'été » au CM2.

C'est sur un texte de George Sand que les collégiens ont planché hier matin pour l'épreuve de Français avant de passer à l'épreuve de mathématiques l'après-midi. Le recteur en personne a ouvert la lettre contenant les sujets et les a distribués aux élèves. « Vous êtes serein ? Vous avez des secrets



L'Odyssée d'Homère est "le livre de l'été" des CM2 cette année



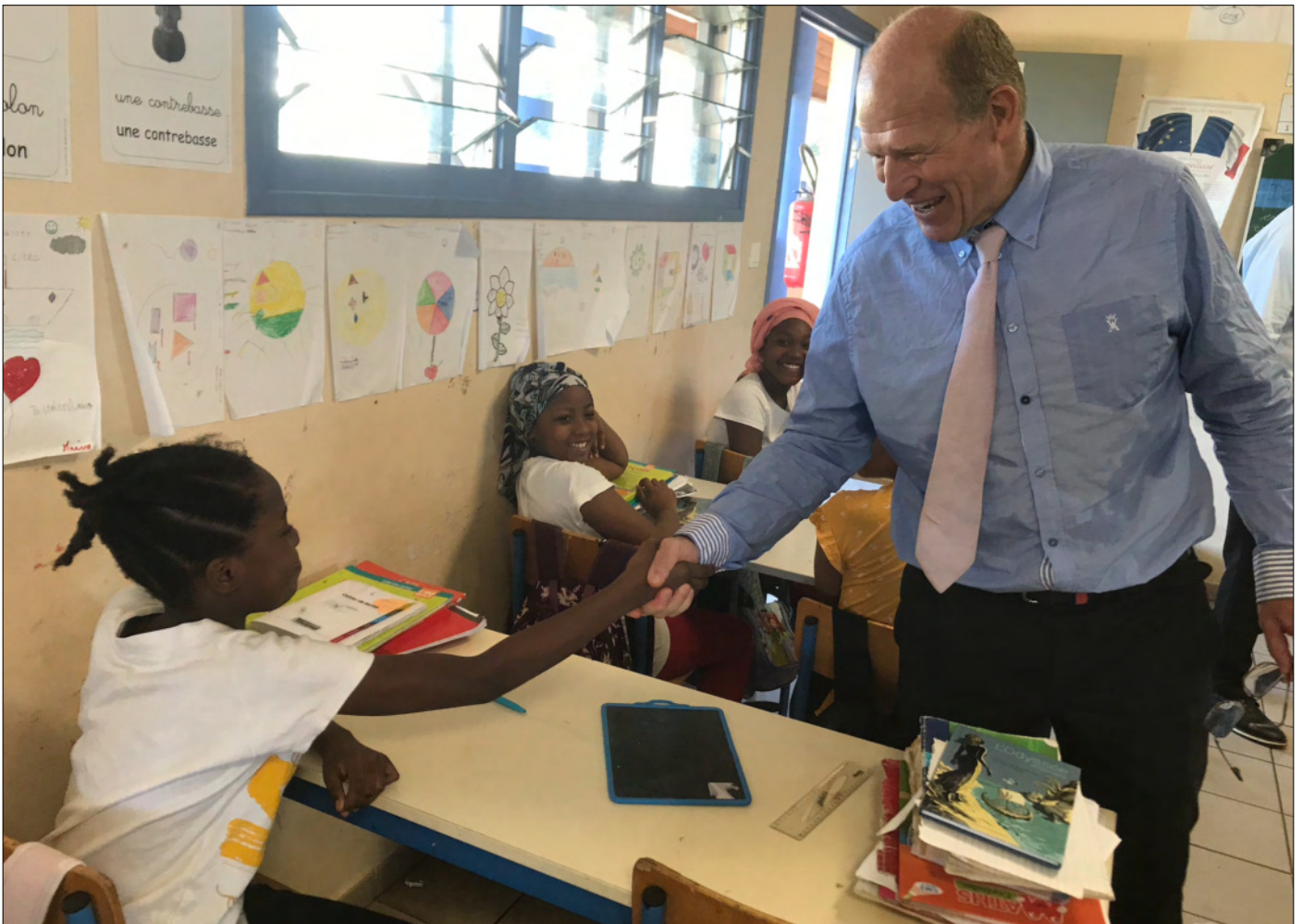
Jacques Mikulovic a donné de sa personne afin de contribuer à la réussite des élèves

pour bien réussir ? », a-t-il demandé à la vingtaine de collégiens, un peu anxieux, avant le début de l'examen. Puis il leur a donné les derniers conseils d'un recteur avisé. « Gardez du temps pour vous relire surtout. La gestion du temps c'est important ! »

Cette année ce ne sont pas moins de 6961 élèves qui passent leur brevet à Mayotte, dont un peu plus de 400 rien qu'au collège de Mgombani. « C'est environ 300 élèves de plus que l'année dernière », précise Jacques Mikulovic.

Le brevet des collèges a-t-il encore de la valeur ?

Selon le recteur même si la part de contrôle continu est majoritaire dans l'évaluation, puisqu'il représente 50% de la note finale, « L'examen du brevet est un rite, insiste-t-il. Les élèves sont confrontés à une épreuve importante. Mais au-delà de ça, cela permet d'avoir une évaluation sur le niveau des



Le recteur a fait un pacte avec les élèves d'une classe de CM2 pour qu'ils lisent durant les vacances

élèves, d'identifier les compétences acquises et leur compréhension des savoirs fondamentaux en Français et en mathématiques. Cela les prépare également à l'entrée au lycée et de s'entraîner aux épreuves ».

Le brevet sous sa forme actuelle est évalué sur 800 points : 400 pour le contrôle continu qui comptabilise les notes de la 5e à la 3e ; un oral sur 100 points (pour lequel les élèves présentent un sujet de leur choix) ; les disciplines de Français et de mathématiques sur 100 points chacune ; 50 points pour l'histoire-géo et 50 points également pour les sciences. Les quatre épreuves écrites sont réparties sur deux jours. Aujourd'hui, les collégiens de 3e vont ainsi passer l'histoire-géo ce matin et les sciences cet après-midi.

L'année dernière l'académie de Mayotte a enregistré un taux de réussite de 77%. « C'est un bon indicateur pour évaluer le niveau des élèves, souligne

le recteur. Néanmoins, nous constatons que malgré cela, 80% des élèves qui ont eu leur brevet n'ont pas acquis les compétences, la compréhension et les savoirs fondamentaux nécessaires en Français et en mathématiques qu'ils auraient dû avoir à la fin de la 6e (comparativement à la métropole), et que 92% ont des difficultés en mathématiques », déplore-t-il.

Ainsi, le contrôle continu et l'oral permettent à de nombreux élèves d'avoir quand même leur brevet en dépit de nombreuses lacunes. C'est aussi pour cela que Jacques Mikulovioc va lancer « le mois de l'écriture » à la rentrée de septembre.

Ne voulant pas s'arrêter en si bon chemin, le recteur a ensuite traversé la rue pour se rendre à l'école élémentaire de Mgombani afin de procéder à une distribution de livres dans le cadre « du livre de l'été ». Depuis maintenant quelques années, l'Éducation nationale distribue aux élèves de CM2, à la fin

de l'année scolaire, un livre afin qu'ils le lisent pendant les vacances. « Je le répète, la maîtrise de la lecture est très importante car cela permet l'accès à l'autonomie », martèle le recteur.

Cette année, les élèves de CM2 emmèneront *L'Odysée* d'Homère dans leur valise afin qu'ils voyagent au temps de la Grèce Antique.

B.J.



TOUR D'EAU : Attention aux risques sanitaires liés au manque d'eau !

Cela n'a échappé à personne, Mayotte est confronté à une sécheresse sans précédent avec un déficit de pluviométrie inédit depuis de nombreuses années. Le remplissage des retenues collinaires et des nappes phréatiques étant exceptionnellement bas, le comité de suivi de la ressource en eau a décidé de procéder à des coupures d'eau renforcées par rapport aux années précédentes.

Cette potentielle rupture d'approvisionnement en eau expose la population à des risques sanitaires. « Notamment au recours à une eau impropre, à la consommation lors de la remise en eau ou à des eaux de surface contaminées ; à une hydratation insuffisante ; à la baisse du niveau d'hygiène de base comme le lavage des mains ; à un défaut d'assainissement ; ou encore à des réservoirs de stockage d'eau impropres à l'alimentation ou susceptibles de constituer des gîtes larvaires pour les vecteurs d'arboviroses », indique Santé publique France Mayotte. Tous ces risques représentent une menace

sanitaire importante pour la population mahoraise.

Aussi comme le rappelle l'agence nationale de santé publique, « l'absence d'eau pourrait générer des flambées épidémiques avec des infections de gastro intestinales et maladies hydriques endémiques à Mayotte telles que la fièvre typhoïde ou les hépatites A et pour lesquelles des foyers de contamination sont détectés régulièrement sur le territoire ».

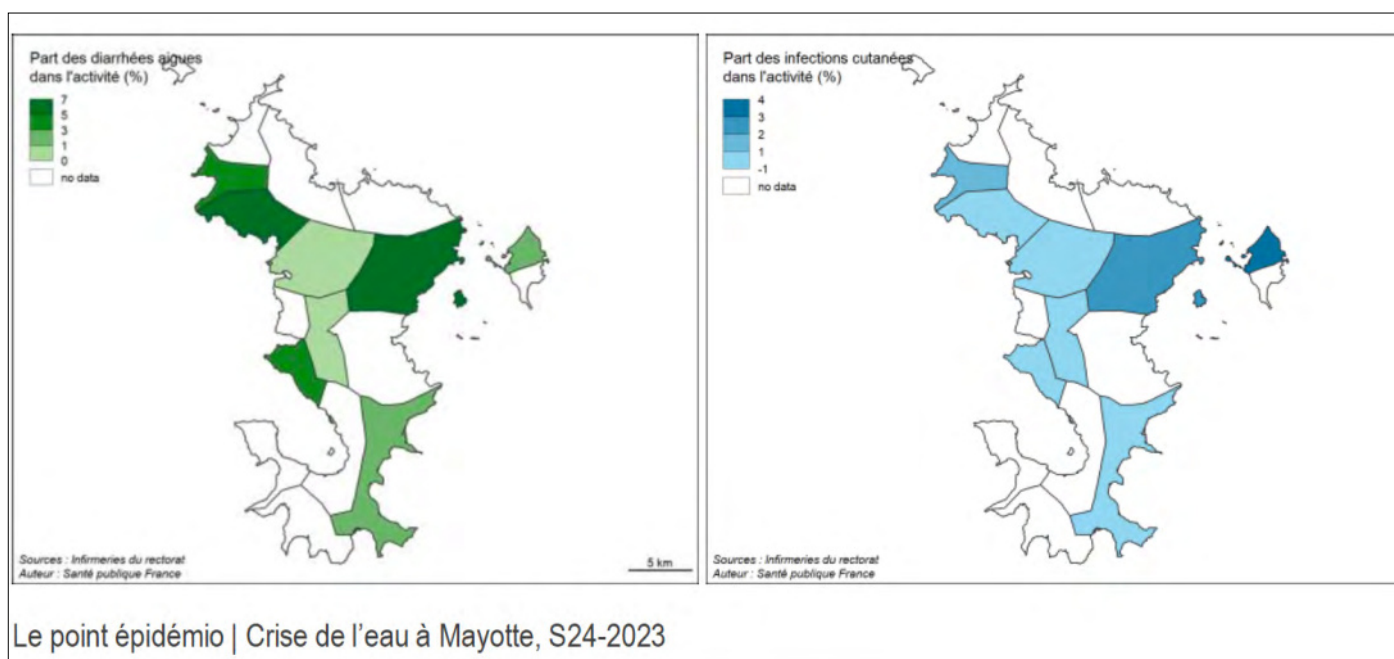
Une surveillance des indicateurs renforcée

Pour éviter ces risques, un dispositif de surveillance a été mis en place à partir des résumés de passages aux urgences du CHM ; par la surveillance de la mortalité toutes causes ainsi que des pathogènes (en collaboration avec le laboratoire du CHM). De plus, les résultats des prélèvements gastro entériques sont intégrés à la surveillance renforcée afin de pouvoir caractériser d'éventuels pathogènes dans le cas de l'identification d'une épidémie.

Les infirmeries des collèges et lycées sont également en alerte et sont en lien avec le rectorat. Une surveillance dans les infirmeries des collèges et lycées a ainsi été mise en place en semaine 20. En raison des vacances scolaires, cette surveillance va être mise en pause et sera réactivée à la rentrée scolaire.

Le but de ce dispositif de surveillance est ainsi de suivre les tendances dans la survenue de symptomatologies gastro intestinales et cutanées dans la population infantile scolarisée de Mayotte.

Il est conseillé aux usagers lors de la remise en eau de veiller à la fermeture de tous les robinets de l'habitation et de laisser couler l'eau durant les premières minutes tout doucement ; de laisser couler l'eau ensuite jusqu'à ce qu'elle soit claire (en la récupérant dans un récipient pour un usage autre qu'alimentaire) et de faire bouillir l'eau pour des usages alimentaires (boissons, cuisine) dans la première demie journée suivant la remise en eau.

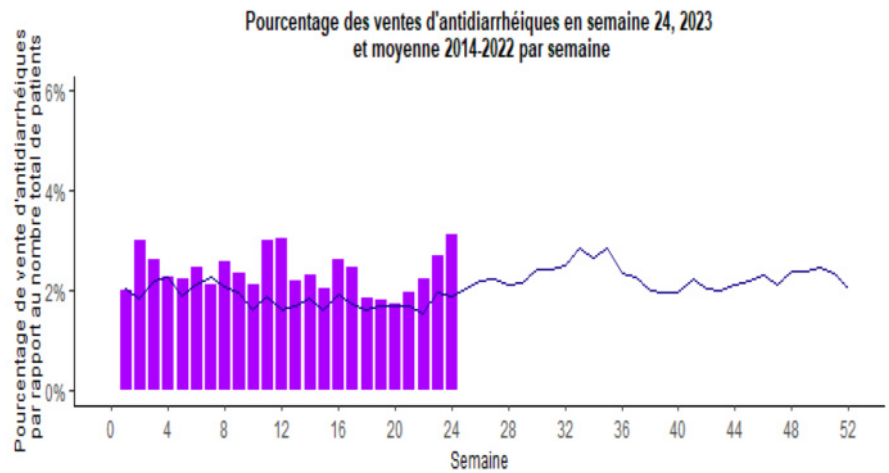


La population est ainsi appelée à la plus grande vigilance car [les récentes mesures annoncées](#) par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer concernant cette crise de l'eau ne prendront pas effet tout de suite. En effet, il faudra attendre le 15 juillet pour le blocage du prix de l'eau en bouteille et au moins deux semaines de plus pour voir arriver deux osmoseurs de 500 et 700m3.



Suivez le JDM sur internet

Réseau de pharmacies et de médecins sentinelles



Source : relevés hebdomadaires du Réseau de Pharmacies sentinelles, situation au 22/06/23

Figure 1 – Proportion de boîtes d'anti-diarrhéiques vendues dans les pharmacies sentinelles, Mayotte, S24-2023

Agressions d'automobilistes ce lundi matin à Vahibé

Comme en écho à l'annonce du ministre Gérald Darmanin de prolongement de l'opération Wuambushu, plusieurs faits de délinquance sont à déplorer.

C'était au moment où le trafic est encore dense à 7h15 ce lundi matin, en plein jour, que des automobilistes ont été surpris par des troncs d'arbre glissés sur la route au niveau de Vahibé. "L'un plus grand, d'environ 16 ans, tirait les troncs d'arbre sur la route, pendant que des plus jeunes tapaient sur les véhicules avec de gros cailloux", explique un des automobilistes qui nous a contacté. Le film de protection appliqué sur ses vitres a évité que celles-ci s'éparpillent et le blessent. "Je me suis arrêté un peu plus loin pour appeler la police, d'autres automobilistes derrière se sont arrêtés pour les faire fuir."



Le film de protection a empêché que la vitre n'explose

Par ailleurs, sur sa page Facebook, la police relate avoir interpellé l'un des auteurs de l'agression d'un passant sur le pont Nazou de Mtsapere. "Ils lui jetaient des cailloux, l'immobilisaient et l'un d'entre eux lui dérobait sous la menace ses chaussures". Blessée légèrement, la victime déposait plainte. Le voleur était identifié, interpellé et conduit devant les enquêteurs de la police judiciaire. Placé en garde à vue, il reconnaissait les faits.

Deux vols à l'étalage étaient également dénoncés. L'un par le Douka Be de Tsoundzou 2, un individu ayant franchi les caisses sans payer ses achats. "Alors qu'il était intercepté par les vigiles, le mis en cause les menaçait de mort. Il était interpellé et placé en garde à vue. En situation irrégulière, il faisait l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière." L'autre par un groupe de trois jeunes filles qui dérobaient des vêtements et des produits d'hygiène dans quatre boutiques de la galerie du centre commercial Carrefour aux Hauts Vallons. "Elles étaient remarquées par les agents de sécurité qui mettaient fin à leur manège. Étaient trouvés sur elles les antivols arrachés aux vêtements dérobés et l'ensemble du butin. Interpellées et placées en garde à vue, elles reconnaissent les faits."

ÉCONOMIE : Arrivée remorquée de l'Imane dans le lagon

Après la Chatouilleuse, sa sœur jumelle - sister ship - pour les marins, vient la rejoindre dans une modernisation à petit pas de la flotte du STM.

Avec l'arrivée d'Imane (hospitalité), jumelle de la [Chatouilleuse arrivée dans le lagon](#) en avril 2023, la modernisation de la flotte du conseil départemental se poursuit. Une évolution a minima [comme nous l'avions indiqué](#), puisque les deux petites dernières offrent moins de capacité que leurs aînées, avec une longueur de 39,5m au lieu de 60m.

Comme les Georges Nahouda, Polé, Karihani, elles sont sorties des chantiers CNOI de Maurice. Elles sont propulsées par des moteurs diesel électriques en peuvent embarquer 400 passagers.

Alors que le contexte est à la croissance démographique – sans doute atténuée par Wuambushu – le choix de modèles réduits peut être surprenant, mais s'explique comme nous l'avions indiqué par une cale sèche trop petite. Au lieu de l'agrandir pour éviter que les plus gros de la flotte partent en arrêt technique à l'île Maurice, le conseil départemental a adapté les barges à



Arrivée sous remorque de l'Imane depuis les chantiers CNOI de l'île Maurice (Photo : D.R.)

la cale. Récemment, une étude a été menée dans l'objectif d'agrandir la cale sèche.

L'investissement total pour la Chatouilleuse et l'Imane se monte à 14,5 millions d'euros, dont 83% financés par le fonds européen FEDER, et le reste sur fonds propres du conseil départemental.

Il faut encore que l'Imane décroche son permis de navigation alors que

le Service des Transports maritimes (STM) du Département [louvoyait en eaux troubles](#) avec la perte de l'International Safety Management, norme internationale de sécurité de l'exploitation. Dans cette ambiance, les trois directeurs général, technique et d'exploitation avaient démissionné. Il semble que l'un des postes ait été pourvu. Espérons que ce soit pour le meilleur de la société.

A.P-L.



L'Imane sagement amarrée sur coffre (Photo : R.X.)

SOCIÉTÉ : La caserne de pompiers de Petite Terre a été inaugurée en présence de G. Darmanin



Une coupure de ruban très attendue

La Journée nationale des Sapeurs pompiers a été fêtée sous le haut parrainage du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin ce dimanche 25

juin à Mayotte. L'occasion pour le colonel Olivier Neis, directeur du Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) d'inaugurer la

très attendue caserne de Petite Terre, en présence du président du conseil départemental, Ben Issa Ousseni.

A de nombreuses reprises lors de mouvements sociaux les pompiers de Petite avaient dénoncé les conditions d'hébergement vétustes de leurs caserne par le passé jusqu'à la décision du conseil départemental d'investir dans un nouveau bâtiment.



Passage des troupes en revue

Trois années de travaux ont été nécessaires avant d'inaugurer la caserne, "équipée des dernières technologies et des infrastructures modernes nécessaires pour répondre aux défis auxquels nos pompiers font face au quotidien", a déclaré le président du SDIS Abdoul Kamardine. Elle accueille 86 pompiers, dont une trentaine de professionnels. Onze sont de permanence H24.

SOCIÉTÉ : Alignement des heures d'éducation à la vie affective et sexuelle sur les standards nationaux

Vendredi dernier, le Recteur recevait les lauréats et les participants au prix d'Éloquence Égalité filles – garçons CIDE (Convention Internationale des Droits de l'Enfant) qui s'était tenu un mois auparavant à Passamaïnty.

Pour rappel, l'Éducation nationale a déployé depuis plusieurs années une politique éducative en faveur de l'égalité à l'école. L'objectif de celle-ci étant la constitution et la transmission d'une culture de l'égalité et du respect mutuel. Tous les établissements de Mayotte proposent des actions de sensibilisation et de formation dédiées à cette thématique.

Jacques Mikulovic a remercié les jeunes pour la qualité de leurs prestations qu'il avait évoquées dans nos colonnes, ainsi que leurs encadrants et l'association HZW-CIDE organisatrice des débats jeunes 2023, sur le thème de l'égalité filles-garçons.

Il a notamment félicité les deux binômes lauréats : Nasma & Doulfikr (Chirongui) et Armonia & Rowan (Pamandzi) qui ont pu réaffirmer leurs propositions, validées par le recteur: les heures d'éducation à la vie affective et sexuelle seront à présent comptabilisées, pour parvenir peu à peu au respect de la

loi 2001, prévoyant 21h obligatoires par élève durant sa scolarité.

Autre avancée, des référents Égalité seront nommés dans chaque établissement, afin d'accompagner la mise en place de projets en lien avec cette thématique.

Les lauréats se rendront à Paris en novembre pour représenter leurs camarades aux côtés des autres départements, et adresser leurs propositions à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la première participation de Mayotte aux États généraux des Droits de l'enfant



Le recteur avec les 6 binômes de Doujani, Msamboro, Dembeni, Passamaïnty, Chirongui et Pamandzi et leurs encadrants

ANNONCES LÉGALES

Le Journal de Mayotte (lejournaldemayotte.yt), édité par la SARL BARA, 1 pointe de Kougou, Le Belvédère, 97600 Kougou, est habilité par l'arrêté préfectoral n°2022-CAB-1531 du 27 décembre 2022 à publier les annonces judiciaires et légales pour l'année 2023 et pour le département de Mayotte.

Selon l'arrêté du 27 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, le **tarif du caractère pour l'année 2023 est fixé à 0,204 euros hors taxe à Mayotte.**

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les annonces suivantes font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes.

Les tarifs applicables à Mayotte sont :

- Constitution de Société anonyme (SA): 453 euros
- Société par actions simplifiée (SAS): 226 euros
- Constitution de Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : 162 euros
- Constitution de Société en nom collectif (SNC): 252 euros
- Constitution de Société à responsabilité limitée (SARL): 168 euros
- Constitution de Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entre- prise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) : 143 euros
- Constitution de Société civile (à l'exception des sociétés civiles à objet immobilier) : 255 euros
- Constitution de Société civile à objet immobilier (dite « société civile immobilière », SCI) : 217 euros
- Acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales et des sociétés civiles : 175 euros
- Avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales et des sociétés civiles : 125 euros
- Jugements d'ouverture des procédures collectives : 75 euros - Jugements de clôture des procédures collectives : 41 euros
- Changement de nom patronymique : 56 euros

Publication des annonces
légales
annonce-legale@
lejournaldemayotte.com



Mairie de Bandraboua

FNS SIMPLIFIÉ AVIS DE MARCHÉ

Section 1 : Identification De L'acheteur

Mairie de Bandraboua
Représentée par M. Ahamada FAHARDINE, Le Maire
238 rue de l'Hôtel de ville
97650 Bandraboua
SIRET:20000872000019

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La présente consultation concerne la réalisation des travaux pour la mise aux normes et la sécurisation des rues de la commune de Bandraboua.

Section 2 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Condition de participation : Se référer au règlement de consultation

Section 3 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.e-marchespublics.com/ap-pel-offre/948132>

Identifiant interne de la consultation : RENOVOIRIE2023

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur

Contact : Hachime Soibirdine _ DGA chargé du Service Technique_soibirdine.
hachime@mairie-bandraboua.fr

Section 4 : Identification Du Marché

Intitulé du marché : TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET DE SECURISATION DES RUES DE LA COMMUNE - 2023

CPV - Objet principal : 32424000.

Section 5 : Lots

lot n° 1 : Réfection de chaussées
CPV - Objet principal : 32424000.

Lieu d'exécution du lot n° 1 : Les villages de la commune de Bandraboua

lot n° 2 : Assainissement des eaux pluviales et divers
CPV - Objet principal : 45232410.

ANNONCES LÉGALES

lot n° 3 : Signalisation
CPV - Objet principal : 35260000.

La consultation comporte des tranches : Non

Date et heure limites de réception des plis : 28 Juillet 2023 à 16:00

Possibilité d'attribution sans négociation (Attribution sur la base de l'offre initiale) : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Lieu d'exécution des travaux : Les villages de la commune de Bandraboua

Durée du marché (en mois) : 3

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non, fortement recommandé

Date d'envoi du présent avis : 26 Juin 2023

SASU MADA-MAY

Suivant à l'AGE en date du 15 juin 2023 à Mamoudzou, il a été mise à jour les statuts de la SASU MADA-MAY (RCS 921 011 474) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Nouvelle Dénomination sociale : Office Français de Recouvrement de Créances

Nouvel objet : Le recouvrement de créances

Président : Monsieur Epinard Michael

Les autres informations restent inchangées.

Avis de constitution RR109

Par acte sous seing privé du 24/06/2023 a été constitué la SASU dénommée : RR109

Objet : marchand de biens

Siège social : 16 rte des Badamiers, 97615 Labattoir

Capital : 100€

Président : Cédric RICHARD, 18 rte des Badamiers, 97615 Labattoir

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Mamoudzou

ENTREPRISE BRICO TRAVAUX

Il a été constitué la SARL :ENTREPRISE BRICO TRAVAUX

Capital: 100.00 €.

Objet: La pose et la réparation des installations électriques et câbles;. Siège: 35 Chemin Daoud Amani, 97630 Mtsamboro.

Gérance: SAINDOU BOURHANE, 35 Chemin Daoud Amani, 97630 Mtsamboro

Durée: 99 ans.

Au RCS de MAMOUDZOU.

Le Journal de Mayotte <https://lejournaldemayotte.yt>

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

CPPAP : 0126 Y 92314
I.S.S.N. : 2416-9714

Rédactrice en chef : Anne Perzo-Lafond
Directeur de publication: Bruno Mattéi

Contact commercial :
06.61.51.73.38.
pub@lejournaldemayotte.com

Consultez nos pages d'annonces légales en ligne

Publier votre annonce légale

CLIQUEZ-ICI !

Retrouvez en direct les annonces des coupures d'eau.

